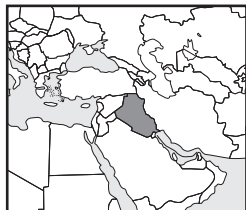


## Peu d'espoir

LABID ABBAWI<sup>1</sup>



L'Irak est en train de régresser dans tous les domaines du développement humain et social. Les sanctions internationales injustes imposées à l'Irak depuis 1991, et les politiques antidémocratiques, inhumaines et irresponsables d'un régime corrompu sont les causes de cette situation déplorable.

L'impasse actuelle dans laquelle se trouve le développement humain constitue une menace pour l'avenir du pays et pour la prospérité de sa population. Il est vain de parler de progrès et de développement aujourd'hui en Irak, sans d'abord libérer le citoyen individuel de la peur, de la misère et de l'humiliation. Une politique constructive du développement humain et social nécessite l'adoption d'une stratégie visant à combattre et à éradiquer la pauvreté, l'introduction des principes démocratiques de liberté et de droits humains, et la coopération avec les institutions indépendantes de la société civile dans le processus de planification et de mise en œuvre. L'égalité réelle pour les femmes au sein de la société et dans la vie politique est également impérative pour un développement véritable.

Il est largement accepté que des conditions de vie décentes, de la nourriture en quantité suffisante, de l'eau salubre, des soins médicaux adéquats, l'enseignement primaire et des logements à des coûts abordables sont des éléments vitaux dans la mesure du développement social de tout pays.

L'Irak est en train de régresser dans tous ces domaines, et on ne peut percevoir aucune tendance à des politiques constructives de développement humain et social. Les sanctions internationales injustes imposées à l'Irak depuis 1991, les politiques antidémocratiques inhumaines et irresponsables d'un régime corrompu sont les causes de cette situation déplorable.

L'économie irakienne dépend essentiellement de l'exportation de pétrole. Les sanctions internationales limitent la liberté de commerce de l'Irak; les exportations et les importations sont contrôlées par le Comité des sanctions de l'ONU et les recettes pétrolières sont supervisées par une banque française parrainée par les Nations-Unies. Les fluctuations du prix du pétrole, les retards dans le déblocage des contrats commerciaux par le Comité des sanctions, et la réticence apparente du gouvernement à passer des contrats pour les approvisionnements essentiels ont tous été préjudiciables à l'état économique et social du pays et ont entravé la capacité du gouvernement à s'engager sur la voie du développement social.

La réticence du gouvernement à améliorer les conditions de vie de la population a un but politique: en maintenant un faible niveau de vie et en imposant continuellement à la population des mesures économiques et financières rigoureuses, le gouvernement attribue entièrement les malheurs du pays sur les sanctions économiques et se dégage de toute responsabilité.

Selon une déclaration du Ministre du commerce extérieur à une revue irakienne, le 5 décembre 2001, les recettes de l'Irak découlant de la Résolution 986 du Conseil de sécurité (mieux connue sous l'appellation 'Résolution pétrole contre nourriture'), depuis fin 1996, se sont élevées à près de 48,5 milliards de dollars US. Seulement 15 milliards de dollars de ce montant ont été dépensés pour la nourriture, les médicaments et d'autres biens. Les Nations-Unies ont retiré 18,5 milliards de dollars pour payer leur personnel en Irak et pour verser des compensations à d'autres. Des contrats d'un montant de 6 milliards de dollars ont été suspendus. Les 9 milliards restants, dont le Ministre du commerce n'a pas fait mention et que le gouvernement aurait pu utiliser pour des biens humanitaires et des services sociaux faisant cruellement défaut, ont été gelés à la banque.

Selon diverses sources, les recettes de l'Irak tirées du pétrole exporté en contrebande vers les pays limitrophes en 2001 s'élevaient à environ 2 milliards de dollars US. Ces fonds n'ont pas été investis dans le développement, mais ont plutôt été affectés aux forces de sécurité spéciales et à l'Armée républicaine (la force d'élite du régime) et distribués aux familles des dirigeants et à leurs aides.

### Chômage, inégalité et pauvreté

Les rapports officiels à la fin de 2000 estimaient que 80% des usines du secteur privé sont fermées en raison du manque d'argent et de matières premières. Aucune amélioration de cette situation n'a été signalée tout au long de 2001.

Selon un rapport du PNUD, environ 50% de la force de travail est au chômage. Des dizaines de milliers de travailleurs sont contraints de chercher des emplois dans les secteurs non manufacturiers de l'économie. Le secteur public ne se porte pas mieux; de nombreux travailleurs formés et qualifiés sont contraints au chômage et la majorité d'entre eux reste sans emploi, sans perspectives immédiates. Le gouvernement n'a pas de plan pour les recycler ou les absorber dans d'autres secteurs.

Le coût de nombreux biens de consommation et des services sociaux nécessaires s'est accru en 2001, alors que le taux de change de la monnaie locale a chuté de près de 1,5% par rapport à début 2000. Ces facteurs et le taux d'inflation continuellement élevé ont contribué à une détérioration accrue du niveau de vie de la majorité de la population irakienne.

Les statistiques du gouvernement irakien ont montré que le revenu moyen par personne par an qui était à son apogée en 1980, à 4.083 dollars, est tombé à 3.508 dollars en 1990, puis s'est rapidement détérioré pour arriver à 761 dollars en 1993 et 715 dollars en 2000.

Aujourd'hui, près de 80% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (gains de moins de 2 dollars US par jour), selon une déclaration officielle publiée en 2001 dans les journaux irakiens. Ce pourcentage est en hausse par rapport aux 45% de 1990-1991.

<sup>1</sup> Au cours de la dernière décennie, le gouvernement irakien a refusé de publier des statistiques officielles sur les indicateurs du développement social et humain. Ceci rend notre travail très difficile, spécialement en ce qui concerne les engagements en matière de développement social.



Avec la paupérisation continue au cours de la dernière année et l'absence de stratégie de réduction de la pauvreté, il est peu probable que la croissance économique survienne dans un avenir proche, à moins que les sanctions ne se soient levées immédiatement et que le gouvernement prenne des mesures drastiques.

Une répartition inéquitable du revenu, l'inégalité sociale et le favoritisme sont les caractéristiques communes de la société irakienne actuelle. La classe moyenne est en train de s'amenuiser à mesure que la pauvreté s'accroît. Moins de 5% de la population est protégé par le régime et jouit donc de privilèges tels que les biens de consommation importés et les produits de luxe.

Il y a également des disparités dans le niveau de revenu de la population entre le Nord (le Kurdistan irakien, qui a été libéré et qui est en dehors de l'autorité du gouvernement central), et les comtés du Sud, qui souffrent de grave discrimination pour des raisons politiques et sectaires. Seuls la capitale et un comité de l'intérieur (lieu de naissance du président et comté d'origine de la majorité de l'élite et des riches) bénéficient d'une attention spéciale du gouvernement, particulièrement en ce qui concerne les services d'utilité publique (électricité, eau salubre, transport etc.).

Dans le Kurdistan irakien, avec une population de 3,5 millions d'habitants, les gens tirent profit des fonds alloués à la région (13% des recettes pétrolières affectées à travers la Résolution 986 du Conseil de sécurité) et d'une distribution raisonnablement juste des aliments et des médicaments sous la supervision du personnel de l'ONU, contrairement aux pratiques des responsables étatiques corrompus dans le reste du pays. Il en résulte que le niveau des services sociaux, des soins médicaux et de l'éducation est meilleur, de même que le niveau de vie et le pouvoir d'achat de la population. Le taux de change du dinar irakien est de 18 pour un dollar au Kurdistan et de 2.050-2.080 pour un dollar dans le reste du pays.

### **Pas d'amélioration dans la situation des femmes**

La situation des femmes ne s'est pas améliorée en 2000-2001. Il n'y a pas d'efforts sérieux en vue d'inverser les tendances à l'inégalité de gains par rapport aux hommes occupant un emploi identique, à la misère sociale, et à la discrimination dans la vie sociale et politique. En raison du niveau de chômage plus élevé dans la production manufacturière, davantage de femmes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'administration locale et municipale sont contraintes de quitter leurs emplois pour céder la place à des travailleurs de sexe masculin qui ont perdu leur travail.

### **Désintégration sociale, dilemme des jeunes**

Un défi majeur auquel la société irakienne est confrontée est l'aggravation des conditions chez les enfants et les jeunes. Il y a un niveau élevé de mortalité chez les nourrissons et les enfants âgés de moins de 5 ans, avec actuellement 108 décès pour 1.000 naissances dans les régions du centre et du sud et 95 pour 1.000 dans le reste du pays. Selon les rapports du Ministère de la santé, le 15 décembre 2001, au cours des 3 mois de septembre à novembre 2001, il y a eu 31.000 décès, dont 21.000 d'enfants âgés de moins de 5 ans. La dissémination des maladies chroniques est en hausse. Il y a davantage d'enfants travailleurs et davantage d'enfants vivant et mendiant dans les rues. Ceci rehausse le niveau de la corruption, de la criminalité et de la dégradation des mœurs.

Les jeunes pâtissent du chômage élevé et manquent d'opportunités réalistes, ce qui pousse des milliers d'entre eux à émigrer. Les Nations-Unies estiment que 4,5 millions d'Irakiens vivent en dehors de l'Irak, soit un accroissement de 400% au cours de la dernière décennie.

Les jeunes ne se marient pas, le taux de divorce est en hausse et la criminalité et la délinquance juvénile sont courantes. Ces facteurs et la crainte quotidienne de répression et d'intimidation par les forces de sécurité ont mené à la désintégration du tissu social, spécialement chez les jeunes, entravant le développement humain et assombrissant les perspectives d'avenir du pays pour les décennies futures.

### **Santé et éducation, obstacles majeurs**

L'état de la santé et de l'éducation dans le pays s'est stabilisé au cours des dernières années, grâce à des fonds considérables alloués aux deux secteurs à travers les Nations-Unies (Résolution 986). Mais les citoyens, spécialement les pauvres, ont un accès limité à ces services, spécialement depuis l'abolition de l'éducation et des frais médicaux gratuits il y a trois ans.

Les étudiants doivent payer pour l'inscription, les manuels scolaires et l'instruction. En outre, de nouvelles mesures qui ajoutent au fardeau des étudiants ont été instaurées l'an passé. Ceux-ci ont à s'acquitter d'un droit de transfert d'un montant de 2,5 dollars US pour changer d'école et de frais d'inscription de 12,5 dollars US par année d'études. Des milliers d'étudiants sont contraints d'abandonner l'école et le collège pour des raisons économiques, surchargeant le marché du travail déjà saturé. En 2001, 67.000 enseignants ont quitté leur emploi en raison des pressions économiques, selon le rapport du Ministère de l'enseignement supérieur.

La situation des soins de santé se détériore également, spécialement en raison de la privatisation des centres médicaux et de la pénurie de produits médicaux dans les hôpitaux et les cliniques. La majeure partie des médicaments fournis par les Nations-Unies ne se retrouve pas dans les hôpitaux, mais est vendue au marché noir ou exportée vers les pays voisins.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) a signalé, le 26 juillet 2001, que 80.000 enfants âgés de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique et que les cas d'anémie, de rachitisme et de pneumonie s'étaient accrus de 10%. Les rapports du Ministère de la santé de 2001 ont indiqué que différents cas de cancer avaient été multipliés par quatre au cours des 10 dernières années. Un tiers des enfants atteints de cancer sont morts, alors que les malformations congénitales provoquées par le cancer s'étaient accrues, touchant de 1,08% à 3,8% des nouveau-nés.

Selon le Rapport sur le développement humain du PNUD, publié en 2001, l'espérance de vie en Irak était de 60,5 ans en 1999, contre 66 ans dans le reste du monde arabe. Ceci est de huit ans inférieur aux prévisions de 1985. L'OMS attribue cette baisse de l'espérance de vie à la dégradation des infrastructures dans les services de santé et au faible taux des dépenses pour faire face aux besoins de santé, estimées à environ 110 dollars US par an par tête d'habitant. L'UNICEF s'attend à une baisse accrue de l'espérance de vie et à une hausse continue de la mortalité à la naissance à moins que des actions drastiques ne soient entreprises pour améliorer la situation de la santé.

Cette triste situation de souffrances humaines perdurera si les politiques actuelles du régime irakien prévalent. Maintenir une forte emprise sur le pouvoir à travers des moyens répressifs a été la priorité du gouvernement. Les autorités ont nié l'urgence du développement social et largement ignoré les problèmes de la pauvreté, du chômage et de la désintégration sociale. Les politiques et les mesures économiques qui sont mises en œuvre sont fortement contrôlées et orientées par les organes centraux pour servir les intérêts de la classe dirigeante et sont incompatibles avec le concept de besoins humains et de développement social soutenu. ■

Iraqi-al-Amal Association  
<Alamal.co@mail.sy>